

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

REIMS, le

19 JUIN 2015

Unité territoriale de la Marne

Nos Réf. : SMI CaM/HV n° D ii 2015 APC-NRR /374
Affaire suivie par :
helene.vinot@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 03.26.77.33.50 – Fax : 03.26.97.81.30
Objet : installations classées pour la protection de l'environnement
Société SOCCRAM à Reims - Chaudière bois

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
au CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES
ET TECHNOLOGIQUES

Par courrier reçu le 1^{er} décembre 2014, la Société de Chauffage, de Combustibles, de Réparations et d'Appareillages Mécaniques (SOCCRAM) a transmis un dossier d'information pour le changement de combustible de sa centrale thermique implantée sur la commune de Reims, quartier Val de Murigny.

I – PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

La chaufferie est exploitée depuis 1972. Elle est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2012.APC.961C du 31 août 2012 actualisant les prescriptions existantes suite à l'ajout de deux chaudières biomasse.

La chaufferie, d'une puissance globale de 145,1 MW comprend une chaudière charbon (40,7 MW – G5), 2 chaudières fioul (2 x 25,8 MW – G2 & G3), 2 chaudières gaz naturel (12+30,8 MW - G7 et G8) et 2 chaudières biomasse (2 x 5 MW – GB1 & GB2).

Identification de l'établissement

Nom : Société de Chauffage, de Combustibles, de
Réparations et d'Appareillages Mécaniques
(SOCCRAM)
Lieu : REIMS
Activité : Chaufferie
Directeur centre IDF : Grégoire WINTREBERT
Téléphone : 01 46 71 31 22
Télécopie : 01 45 60 43 77

Adresse postale du siège
44 –46, allée Léon Gambetta
92112 CLICHY Cedex

Adresse de l'établissement
Impasse de la Chaufferie
51100 REIMS

Personne à contacter
Nom : Bruno CARMONA (Responsable de secteur)
Téléphone : 03 26 06 04 72

N°S3IC : 57-1477
Régime : autorisation
Classement : à enjeu 2



La DREAL Champagne-Ardenne est certifiée ISO 9001 pour l'ensemble de ses activités et ISO 14001 pour le fonctionnement interne (écocertification), la gestion de projet en maîtrise d'ouvrage routière et le pilotage régional du réseau Natura 2000.

www.champagne-ardenne.developpement-durable.gouv.fr

Horaires d'ouverture : 8 h 30-12 h 00 / 13 h 30-17 h 00
Tél : 03.26.77.33.50 – Fax : 03.26.97.81.30
10 Rue Clément Ader – BP 177
51685 REIMS Cedex

II – DESCRIPTION DU PROJET

2.1 - Description sommaire

Le projet présenté par la SOCCRAM consiste à substituer les générateurs au fioul lourd par des générateurs pouvant fonctionner au fioul domestique, au gaz naturel ou encore au bio-fioul, sans modification de la puissance nominale totale autorisée.

Ce projet implique les changements suivants :

- nouveaux brûleurs multi-combustibles,
- nouveaux stockages enterrés de combustibles liquides (dégazage et inertage des stockages aériens de fioul lourd),
- modification du poste de dépotage (déplacement + intégration d'un pont bascule pour les liquides et piquage supplémentaire sur l'actuel poste gaz),
- modification des canalisations d'arrivée des combustibles liquides et gaz (suppression du calorifugeage, viscosité suffisante),
- modifications des moyens de pompage des combustibles liquides.

Cet aménagement vise à renforcer la diversification énergétique de la chaufferie, notamment en augmentant la proportion de combustibles « verts » afin de garantir un coût de l'énergie stable aux usagers. Le remplacement du stockage aérien de fioul lourd par un stockage enterré de fioul domestique et de bio-fioul permet également de réduire les effets dangereux. L'adaptation de générateurs pouvant fonctionner au gaz permet aussi une plus grande flexibilité dans la logistique de livraison des autres combustibles.

2.2 - Classement des installations

La demande de modifications projetées par la SOCCRAM concerne les rubriques 2910 (installations de combustion) et 1432 (stockage de liquide inflammable).

Les installations classées pour la protection de l'environnement exploitées sur le site et les régimes de classement associés sont listés dans le tableau ci-dessous. Il tient compte des modifications envisagées par l'exploitant et des évolutions de la nomenclature, en particulier la création des rubriques 4NNN par décret du 4 mars 2014 (applicable au 1^{er} juin 2015), visant en particulier le stockage de liquides inflammables.

Désignation	Rubrique	Régime	Quantité /unité	Coef. TGAP
Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	3110	A		-
Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 1. supérieure ou égale à 20 MW	2910.A.1	A	- 2 générateurs de 25,8 MW chacun fonctionnant au fioul lourd puis, <u>à compter du 1^{er} juillet 2016</u> , au fioul domestique, bio-fioul et gaz - 1 générateur charbon de 40,7 MW - 2 générateurs gaz de 30,8 MW et 12 MW - 2 chaudières biomasse de 5 MW chacune Puissance thermique maximale : 145,1 MW	4
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.	4734-2-a	A seuil bas	<u>Jusqu'au 31 mai 2016 :</u> Capacité : 3 000 t (densité 1 t/m³) - 1 cuve aérienne de FOL de 2900 m³ - 1 cuve enterrée de FOD de 100 m³	3
1. Pour les cavités souterraines, les stockages enterrés ou en double enveloppe avec système de détection de fuite : a) Supérieure ou égale à 2 500 t jusqu'au 30 juin 2016 2. Pour les autres stockages : b) Supérieure ou égale à 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total à compter du 1 ^{er} juillet 2016	4734-1-c	DC	<u>A compter du 1^{er} juin 2016 :</u> Capacité : 688 t (densité 0,86 t/m³) - 1 cuve enterrée double enveloppe avec détecteur de fuite de FOD de 600 m³ - 1 cuve enterrée double enveloppe avec détecteur de fuite de bio-fioul de 200 m³	-

Désignation	Rubrique	Régime	Quantité /unité	Coef. TGAP
Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses (dépôts de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 tonnes.	4801-1	A	3 silos de 200 t de charbon soit au total 600 t	-
Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. 3. supérieure à 1 000 m ³ mais inférieure ou égale à 20 000 m ³	1532.3	D	Volume maximum : 1 400 m ³	1

A : Autorisation E : Enregistrement D : Déclaration DC : Déclaration avec Contrôle NC : Non Classable
Coef. TGAP : coefficient multiplicateur de la taxe générale sur les activités polluantes

L'exploitant prévoit la mise hors service de ces cuves de fioul lourd pour juin 2016. Considérant les modifications apportées par la nomenclature des installations classées, les installations relèvent désormais du régime autorisation seveso seuil bas au titre de la rubrique 4734-1. Néanmoins, à compter de la mise hors service de ces cuves, l'établissement relèvera du régime de la déclaration avec contrôle au regard de cette rubrique.

Afin d'assurer un maximum de transparence, cette spécificité de classement est précisée dans le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

Considérant que le classement au titre du régime Seveso seuil bas est uniquement lié à une modification de la nomenclature et pas à une modification des capacités de stockage, l'inspection des installations classées considère que la société SOCCRAM peut bénéficier de l'antériorité pour son établissement de Reims.

Dans le cadre de la cessation d'activité du stockage de fioul lourd, il convient de demander à l'exploitant de transmettre les éléments justifiant le nettoyage, le dégazage et la disconnection des cuves de fioul lourd pour fin mai 2016.

L'inspection des installations classées souligne que les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 est applicable aux installations existantes à compter du 1^{er} juin 2016. Les cuves de l'établissement SOCCRAM ne seront plus utilisées à cette date.

Par ailleurs, le décret n°2013-375 du 2 mai 2013 a modifié la nomenclature des installations classées pour introduire de nouvelles rubriques 3NNN, traduisant directement les activités visées par la Directive IED relative aux émissions industrielles.

Les installations de combustion de la SOCCRAM relèvent également de la rubrique suivante :

Rubrique ICPE	Libellé	Désignation de l'activité d'ores et déjà autorisée	BREF applicable
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	Chaudière d'une puissance thermique maximale de 145,1 MW	CLP - « Grandes installations de combustion (juillet 2006) »

La publication des conclusions MTD relatives au BREF associé à cette rubrique déclenchera la réalisation d'un réexamen.

III – SYNTHÈSE DES ETUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Le dossier déposé par la SOCCRAM intègre l'analyse de l'impact et des risques associés à la future situation. Une synthèse des principaux enjeux est présentée ci-dessous.

3.1 – Étude d'impact

Rejets atmosphériques :

Les futurs générateurs pourront fonctionner avec l'un des trois combustibles fioul domestique, bio-fioul ou gaz sans pouvoir fonctionner avec les trois en même temps. La nature des émissions atmosphériques variera selon le combustible utilisé. Le temps de fonctionnement de ces générateurs sera également diminué (120 j équivalent FOD ou bio-fioul au lieu de 220 j). Le système de traitement des fumées ne sera pas modifié (dépoussiérage par multicyclone et traitement à l'urée pour les oxydes d'azote au besoin).

SOCGRAM a la volonté de faire dimensionner les futurs générateurs de telle sorte que les émissions liées à la combustion du fioul domestique, du bio-fioul ou du gaz soient inférieures ou égales, selon les paramètres, aux émissions liées à la combustion du fioul lourd. Par courriel du 20 mai 2015, SOCGRAM complète sa demande de modification par une proposition de valeur limite d'émission (VLE) pour les paramètres CO et NH₃ de façon à tenir compte de l'effet croisé lié à l'abaissement des émissions de NOx (évolution réglementaire).

Par complément transmis le 11 juin 2015, l'exploitant précise que « L'impact sanitaire de ce choix est limité ; en effet, même si la VLE est multipliée par 10 sur le gaz, nous n'aboutissons sur le flux annuel de CO qu'à une hausse limitée (facteur 1,22, puisque nous passons [si tous les générateurs fonctionnent pendant leurs heures maximales de fonctionnement avec des émissions maximales] de 55 à 66 T/an de CO). Il s'agit là de l'impact maximal autorisé ; Cet impact est en réalité bien plus modéré car le gaz n'est pas le combustible de base sur notre installation, et ne représente que 15% de notre panel énergétique, sur l'utilisation réelle pour une année climatique de référence. ».

Il est par ailleurs précisé que le monoxyde de Carbone dispose pas de Valeur Toxicologique de Référence, et n'a donc pas de conséquence sur les conclusions de l'Etude de Risque Sanitaire.

Les valeurs limites d'émission proposées sont compatibles avec les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910. Elles sont également compatibles avec les valeurs limite définies dans les documents BREF relatifs aux grandes installations de combustion.

Ce projet de substitution permettra une réduction significative des émissions de SO₂ (8,5 t/an au lieu de 131,6 t/an), de NOx (8,4 t/an au lieu de 34,8 t/an) et de poussières (0,9 t/an au lieu de 3,8 t/an).

Sols et eaux souterraines :

Les actuelles cuves aériennes de stockage de fioul lourd (2 900 m³) et domestique (100 m³) seront vidangées et inertées. Les deux nouvelles cuves pour le fioul domestique (600 m³) et le bio-fioul (200 m³) seront des cuves enterrées, double enveloppe, avec détection de fuite. Cette configuration respecte les exigences de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 modifié relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes.

Déchets :

La combustion du fioul lourd génère actuellement des déchets dangereux que sont les suies de fioul (3 t/an). Compte tenu de la diminution du temps de fonctionnement à partir de fioul domestique ou de bio-fioul, SOCGRAM indique que ces déchets seront réduits, sans le quantifier.

Trafic :

La diminution de la consommation de fioul induit une diminution du trafic de camions. Sur une année standard, le fonctionnement au fioul lourd représente 5 % de la production soit 40 camions livrés par an. Le fioul domestique et le bio-fioul représenteront 3 % de la production à eux deux, soit 30 camions livrés par an.

Consommation d'énergie :

La suppression de la partie gavage et réchauffage du fioul lourd va entraîner une réduction de la consommation énergétique estimée à -180 MWh électriques et -1 500 MW thermiques.

Effets sur la santé :

Lors de l'implantation de nouvelles chaudières biomasse en 2012, une modélisation du risque sanitaire a été menée par la SOCGRAM. Cette étude a été actualisée avec les nouveaux flux de polluants atmosphériques attendus suite à la mise en route des nouveaux générateurs fioul domestique / bio-fioul / gaz et avec de nouvelles valeurs toxicologiques de référence (VTR) définies pour les HAP et les métaux.

Les résultats respectent les seuils recommandés par les autorités sanitaires.

3.2 – Comparaison aux meilleures techniques disponibles (MTD)

Les installations de combustion de la SOCCRAM relèvent de la Directive IED. En application de l'article R. 515-59 du code de l'environnement, la SOCCRAM a comparé la future situation aux MTD applicables aux installations de combustion décrites dans le BREF grandes installations de combustion de juillet 2006.

La compatibilité des valeurs limites avec les niveaux d'émission admissibles précisés dans les BREF est évoquée au chapitre IV du présent rapport.

3.3 – Étude de dangers

La SOCCRAM a analysé les changements engendrés par son projet afin d'apprécier la pertinence de l'étude de dangers en date de 2004 pour la future configuration. En effet, la nature intrinsèque des combustibles utilisés est modifiée. Le fioul domestique, le bio-fioul et le gaz sont davantage inflammables. Pour autant, les conditions d'utilisation de ces combustibles sont également modifiées.

Dépotage des combustibles liquides :

Le poste de dépotage est déplacé de quelques mètres des limites de propriété pour être au plus près des cuves et limiter le parcours des canalisations. Les opérations de dépotage seront en revanche identiques tout en étant réduites (30 camions au lieu de 40).

Le scénario d'un feu de nappe suite à une fuite d'un camion et la présence d'une source d'ignition reste adapté. Compte tenu de l'accidentologie du site, la probabilité et la gravité d'un tel scénario n'est pas remise en cause par rapport à l'évaluation de 2004. Le risque continue d'être jugé acceptable sans faire l'objet d'une modélisation des effets thermiques.

Stockage des combustibles liquides :

Les cuves seront enterrées. La protection physique et thermique apportée par la terre permet de ne plus considérer ces cuves comme un potentiel de danger. Les scénarios de boil-over, de feu ou d'explosion de bac et de feu de cuvette ne sont plus considérés.

Alimentation des brûleurs en combustibles liquides :

L'utilisation du fioul domestique et du bio-fioul se fera à température ambiante. Le système de réchauffage du fioul lourd sera démantelé.

A température ambiante, le fioul domestique et le bio-fioul ne génèrent pas suffisamment de vapeurs pour pouvoir être enflammés et entretenir une combustion. Les conditions de pression d'utilisation (< 10 bars) ne permettront pas non plus de former des brouillards d'hydrocarbures inflammables aux brides entre équipements.

En conséquence, la probabilité d'ignition d'une nappe d'hydrocarbures sera plus faible. Aucun nouveau scénario avec des effets thermiques n'a donc été identifié.

Alimentation des brûleurs en combustibles gazeux :

L'ajout d'une solution d'alimentation des générateurs par du gaz naturel conduit à rajouter un poste gaz et des canalisations connectés aux équipements gaz existants.

Le matériel électrique le long de la ligne gaz sera mis en adéquation avec le zonage ATEX. La détection gaz au sein de la chaufferie sera étendue au niveau des générateurs G2 et G3.

Compte tenu de l'accidentologie du site, la probabilité et la gravité d'un tel scénario n'est pas remise en cause par rapport à l'évaluation de 2004. Le risque continue d'être jugé acceptable sans faire l'objet d'une modélisation des effets thermiques.

Moyens de prévention contre l'incendie :

Les moyens de prévention existants sont maintenus :

- formation et sensibilisation du personnel ;
- surveillance permanente du site ;
- plans de prévention pour les entreprises extérieures ;
- consignes de sécurité, procédures internes (permis de feu, travail en espace confiné...), signalétique ;
- protocole de déchargement des combustibles ;
- réduction des risques électriques ;
- programme de maintenance.

Moyens de protection contre l'incendie

Les moyens de protection restent adaptés à l'utilisation des combustibles fioul domestique et bio-fioul :

- poteaux incendie normalisés et cuve de réserve d'eau pour la lutte incendie ;
- réserve d'émulseur pour couvrir l'aire de dépotage ;
- maintien de la protection de la réserve d'eau incendie par des rideaux d'eau ;
- détecteurs de fumées et de gaz dans la chaufferie.

IV – AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

V.1 – Analyse de l'inspection des installations classées

Les modifications présentées par la SOCCRAM entraînent un changement notable dont les éléments d'appréciation ont été fournis. Sur la base de ces éléments synthétisés dans le présent rapport, aucune nouvelle zone de danger n'est créée et l'impact sur l'environnement est réduit.

En application de l'article R.512-33 du code de l'environnement, les modifications ne sont donc pas substantielles et ne nécessitent pas le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation avec enquête publique.

Ce projet conduit néanmoins à la révision de certains articles de l'arrêté préfectoral du 31 août 2012 en vigueur. Un arrêté préfectoral complémentaire est proposé.

Les remarques de l'inspection des installations classées sont présentées ci-dessous.

- **Prévention de la pollution de l'air :**

Le changement de combustibles est globalement favorable à la prévention des émissions de polluants atmosphériques. Les valeurs limites d'émission proposées sont compatibles avec la réglementation en vigueur et tiennent compte des exigences des générateurs existants.

Pour ce qui concerne le positionnement de la future configuration au regard des MTD, contrairement au principe retenu par l'exploitant, l'inspection des installations classées considère qu'il est pertinent de prendre en référence les NEA-MTD dans la mesure où l'addition de petites puissances revient à exploiter une grande installation de combustion. Les VLE proposées pour les poussières et les NOx sont compatibles avec les NEA-MTD. Pour le SO₂ liés à la combustion de combustible gazeux, la VLE proposée est de 35 mg/Nm³ au lieu de 10 mg/Nm³ prévue par les NEA-MTD. C'est cette dernière VLE qui doit donc être retenue pour la combustion de gaz à l'instar des autres combustibles.

- **Diagnostic sol :**

L'arrêt de l'utilisation des cuves aériennes pour le stockage de combustibles liquides et le déplacement de l'aire de dépotage constituent une cessation partielle d'activité relevant de l'article 1.8.6 de l'arrêté préfectoral susvisé du 31 août 2012.

Il sera donc nécessaire de rappeler à l'exploitant que la cessation effective devra faire l'objet d'une notification et qu'un mémoire devra être remis pour présenter les modalités d'évacuation des produits et équipements, de l'inertage des cuves et canalisations, éventuellement, des conditions de réutilisation de ces cuves, ainsi qu'une présentation de l'état des sols.

Ces éléments auront vocation à définir d'éventuelles mesures de gestion de pollution ou de surveillance de l'environnement.

- **Effets thermiques :**

La vidange des cuves de fioul lourd permettra de ne plus prendre en compte les effets thermiques d'un éventuel accident liés à ce stockage ainsi que les distances d'isolement forfaitaires fixées par l'instruction ministérielle du 9 novembre 1989. L'actualisation de l'étude de dangers ne révèle pas de scénario ayant des effets à l'extérieur du site.

Ainsi, la notification d'arrêt de ce stockage permettra d'abroger le plan matérialisant les distances d'isolement et les flux thermiques annexés à l'arrêté préfectoral d'autorisation. Le PLU de la commune de Reims pourra être actualisé en conséquence.

- **Calendrier :**

Le dossier présenté par la SOCCRAM ne mentionne pas de calendrier de mise en œuvre des modifications. Après un échange téléphonique en date du 14 janvier 2015, le calendrier suivant a été présenté :

- été 2015 : travaux de déplacement du poste de dépotage et d'implantation d'un pont-bascule ;
- été 2016 : travaux de changement de combustibles ;
- hiver 2016 : fonctionnement au fioul domestique / bio-fioul / gaz.

Compte tenu de la réduction des émissions de polluants atmosphériques sur un territoire soumis au Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) et de la suppression du risque d'explosion et d'incendie lié au stockage aérien de fioul lourd permettant ainsi le développement d'établissement recevant du public à proximité du site, l'inspection des installations classées propose que ce calendrier soit fixé par arrêté préfectoral de manière à s'assurer que l'exploitant respecte ses engagements.

IV.2 – Propositions de l'inspection des installations classées

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose d'intégrer explicitement les dispositions ci-après à l'arrêté préfectoral d'autorisation existant afin d'encadrer le fonctionnement des installations modifiées de cet établissement :

- l'actualisation du classement des installations de l'établissement selon les nouvelles rubriques de la nomenclature ;
- le montant des garanties financières ;
- l'échéance fixée à fin mai 2016 pour la vidange et l'inertage effective des cuves aériennes et l'arrêt de la combustion de fioul lourd ;
- les valeurs limites en concentration de polluants dans les rejets atmosphériques et les flux de ces polluants sont actualisés en prenant en compte les propositions de l'exploitant excepté pour le SO₂ issu de la combustion de gaz qui est abaissé à 10 mg/Nm³ ;
- l'abrogation de l'ensemble des dispositions relatives à la combustion ou au stockage du fioul lourd à compter du 1^{er} juin 2016.

V – GARANTIES FINANCIERES

Par courrier du 17 mars 2014, la SOCCRAM a transmis son calcul des garanties financières dont relèvent les installations classées à la rubrique 2910. Dans la configuration actuelle, le calcul aboutit à un montant inférieur à 75 000 €.

Dans la configuration du projet de substitution du fioul lourd, compte tenu de l'installation de 2 cuves enterrées supplémentaires, le montant des garanties s'élève à 189 584,95 € (après correction du calcul présenté par l'exploitant). L'exploitant évoquant la possibilité de ne pas installer la cuve au bio-fioul, un 2nd montant est proposé : 156 393,73 €.

Le calcul prend en compte :

- l'enlèvement à titre gratuit des énergies stockées (fioul, charbon, bois) compte tenu de leur valeur marchande ;
- l'évacuation des déchets issus de la combustion (sues, scories, cendres) et de l'entretien du site (boues hydrocarbonées, chiffons souillés). Les coûts proposés se basent sur les factures des évacuations d'ores et déjà réalisées dans le cadre du fonctionnement normal des installations ;
- l'ajout de panneaux indiquant l'interdiction d'accès au site et le gardiennage du site à partir d'un montant forfaitaire ;
- la neutralisation d'une cuve de 3 m³ de stockage de gazoil dédié au groupe électrogène et des cuves dédiées au fioul domestique et au bio-fioul (600 + 200 m³) ;
- la surveillance des effets sur l'environnement comprenant la réalisation d'un diagnostic de sol couvrant les 1,8 ha de la chaufferie et la réalisation d'analyses des eaux souterraines à partir de 2 piézomètres existants.

Les hypothèses associées au calcul de ce montant, en particulier les quantités de déchets à évacuer, prises en compte dans le calcul, sont à définir comme des quantités maximales présentes sur le site. Le projet d'arrêté préfectoral intègre ces éléments.

VI – CONCLUSION

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve du respect des prescriptions édictées dans le projet d'arrêté ci-joint, nous proposons aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable à la demande présentée par la société SOCCRAM.

L'actualisation de l'autorisation d'exploiter s'inscrit dans le cadre de la procédure prévue à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Rédacteur	Valideur	Approbateur
L'inspecteur des installations classées	L'inspecteur des installations classées	P/le directeur et par délégation, le chef de l'unité territoriale de la Marne